

armée, les événements se mesurent, non pas au kilomètre de la politique, mais au mètre de la guerre. Laisser passer quelques semaines, quelques jours, parfois même un seul jour, équivaut, dans certaines conditions à la reddition de la révolution, à la capitulation. Sans la pression, la critique, la méfiance révolutionnaire de Lénine, le parti, vraisemblablement, n'aurait pas redressé sa ligne au moment décisif, car la résistance dans les hautes sphères était très forte et, dans la guerre civile comme dans la guerre en général, l'état-major joue toujours un grand rôle.

Mais, en même temps, il est clair que la préparation de l'insurrection sous le couvert de la préparation du 2^e Congrès des Soviets, et le mot d'ordre de la défense de ce congrès nous conféraient des avantages inestimables. Depuis que nous, Soviet de Pétrograd, nous avons annulé l'ordre de Kerenski concernant l'envoi des deux tiers de la garnison au front, nous étions effectivement en état d'insurrection armée. Lénine, qui se trouvait alors en dehors de Pétrograd, n'apprécia pas ce fait dans toute son importance. Autant que je m'en souviens, il n'en parla pas alors dans ses lettres. Pourtant, l'issue de l'insurrection du 25 octobre était déjà prédéterminée aux trois quarts au moins au moment où nous nous opposâmes à l'éloignement de la garnison de Pétrograd, créâmes le Comité Militaire Révolutionnaire (7 octobre), nommâmes nos commissaires à toutes les unités et institutions militaires et, par là même, isolâmes complètement, non seulement l'état-major de la circonscription militaire de Pétrograd, mais aussi le gouvernement. En somme, nous avions là une insurrection armée (quoique sans effusion de sang) des régiments de Pétrograd contre le Gouvernement Provisoire, sous la direction du Comité Militaire Révolutionnaire et sous le mot d'ordre de la préparation à la défense du 2^e Congrès des Soviets, qui devait résoudre la question du pouvoir. Si Lénine conseilla de commencer l'insurrection à Moscou où selon lui elle était assurée de triompher sans effusion de sang, c'est que, de sa retraite, il n'avait pas la possibilité de se rendre compte du revirement radical qui s'était produit, non seulement dans l'état d'esprit, mais aussi dans les liaisons organiques, dans toute la hiérarchie militaire, après le soulèvement « pacifique » de la garnison de la capitale vers le milieu d'octobre. Depuis que, sur l'ordre du Comité Militaire Révolutionnaire, les bataillons s'étaient refusés à sortir de la ville, nous avions dans la capitale une insurrection victorieuse à peine voilée (par les derniers lambeaux de l'Etat démocratique bourgeois). L'insurrection du 25 octobre n'eut qu'un caractère complémentaire. C'est pourquoi elle fut si indolore. Au contraire, à Moscou, la lutte fut beaucoup plus longue et plus sanglante, quoique le pouvoir du Conseil des Commissaires du Peuple fût déjà instauré à Pétrograd. Il est évident que si l'insurrection avait commencé à Moscou avant le

coup de force de Pétrograd, elle eût été encore de plus longue durée et le succès en eût été fort douteux. Or, un échec à Moscou eût eu une grave répercussion à Pétrograd. Certes, même avec le plan de Lénine, la victoire n'était pas impossible, mais la voie que suivirent les événements se trouva beaucoup plus économique, beaucoup plus avantageuse et donna une victoire plus complète.

Nous avons eu la possibilité de faire coïncider plus ou moins exactement la prise du pouvoir avec le moment de la convocation du 2^e Congrès des Soviets, uniquement parce que l'insurrection armée « silencieuse » presque « légale » — tout au moins à Pétrograd — était déjà aux trois quarts, sinon aux neuf dixièmes, un fait accompli. Cette insurrection était « légale », en ce sens qu'elle surgit des conditions « normales » de la dualité du pouvoir. Maintes fois déjà, il était arrivé au soviet de Pétrograd, même lorsqu'il était aux mains des conciliateurs, de contrôler ou de modifier les décisions du gouvernement. C'était là une façon de faire cadrant entièrement avec la constitution du régime connu dans l'histoire sous le nom de *kérenkisme*. Quand nous, bolcheviks, nous eûmes obtenu la majorité au soviet de Pétrograd, nous ne fîmes que continuer et accentuer les méthodes de dualité du pouvoir. Nous nous chargeâmes de contrôler et de reviser l'ordre de l'envoi de la garnison au front. Par là même, nous couvrîmes des traditions et des procédés de la dualité de pouvoir, l'insurrection effective de la garnison de Pétrograd. Bien plus, unissant dans notre agitation la question du pouvoir et la convocation du 2^e Congrès des Soviets, nous développâmes et approfondîmes les traditions de cette dualité de pouvoir et préparâmes le cadre de la légalité soviétiste pour l'insurrection bolchevique dans toute la Russie.

Nous ne bercions pas les masses d'illusions constitutionnelles soviétistes, car, sous le mot d'ordre de la lutte pour le 2^e Congrès, nous gagnions à notre cause et groupions les forces de l'armée révolutionnaire. En même temps, nous réussîmes, beaucoup plus que nous l'espérions, à attirer nos ennemis, les conciliateurs, dans le piège de la légalité soviétiste. Ruser politiquement est toujours dangereux, surtout en temps de révolution, car il est difficile de tromper l'ennemi et l'on risque d'induire en erreur les masses qui vous suivent. Si notre « ruse » réussit complètement, c'est parce qu'elle n'était pas une invention artificielle de stratège ingénieux, désireux d'éviter la guerre civile, parce qu'elle découlait naturellement de la décomposition du régime conciliateur, de ses contradictions flagrantes. Le Gouvernement Provisoire voulait se débarrasser de la garnison. Les soldats ne voulaient pas aller au front. A ce sentiment naturel, nous donnâmes une expression politique, un but révolutionnaire, un couvert « légal ». Par là, nous assurâmes l'unanimité au sein